

— Le paiement du solde sera également tributaire de la présentation d'un rapport des activités réalisées durant la période à laquelle la subvention se rapporte.

— Les pièces justificatives seront transmises en deux exemplaires au Service public fédéral Justice pour le 15 juin 2016 au plus tard.

Art. 5. Les montants seront versés sur le compte n°426-4126021-07 de l'asbl « Commission de Litiges Voyages ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

— De betaling van het saldo zal ook afhankelijk zijn van de indiening van een activiteitenverslag betreffende de periode waarop de toelage betrekking heeft.

— De bewijsstukken zullen aan de Federale Overheidsdienst Justitie ten laatste op 15 juni 2016 in tweevoud worden toegezonden.

Art. 5. De bedragen zullen gestort worden op rekeningnummer 426-4126021-07 van de vzw "Geschillencommissie Reizen".

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 7. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29360]

14 JUILLET 2015. — Décret instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Article 1^{er}. L'article 2, alinéa 4, b), 4, premier tiret, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« - Le libre choix de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, entre un cours de religion d'un des cultes reconnus ou un cours de morale non confessionnelle ou, à défaut, si le choix ne se porte sur aucun de ces cours, le libre choix de demander, sans motivation, la dispense de suivre un de ces cours. ».

Art. 2. A l'article 8 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1. L'alinéa 1 est complété par la phrase suivante :

« En cas de demande de dispense pour l'élève de fréquenter un de ces cours, l'horaire hebdomadaire comprend deux heures d'encadrement pédagogique alternatif selon les modalités visées à l'article 8bis. »;

2. les alinéas 4, 5, 6 et 7 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans les établissements d'enseignement officiels primaire et secondaire de plein exercice, ainsi que dans les établissements pluralistes d'enseignement primaire et secondaire de plein exercice, lors de la première inscription, l'élève, s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, doit/doivent, par déclaration signée, remplir un formulaire dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Ce formulaire permet, dans une première partie, le choix entre le cours de religion et le cours de morale non confessionnelle. Si le choix porte sur le cours de religion, la déclaration indiquera explicitement la religion choisie.

Le formulaire permet, dans une seconde partie, d'introduire une demande de dispense à un des cours visés à l'alinéa précédent. Cette demande ne doit pas être motivée. Dans ce cas, l'élève bénéficie, pendant un nombre de périodes équivalent à celui attribué à ces cours, d'un encadrement alternatif selon les modalités prévues par l'article 8bis.

Le formulaire mentionne, en outre, expressément :

- a) que les choix opérés sont entièrement libres;
- b) qu'il est formellement interdit d'exercer sur le bénéficiaire de ces choix une pression quelconque et que des sanctions disciplinaires pourront frapper les membres du personnel qui auraient enfreint cette interdiction;
- c) qu'un délai de 6 jours scolaires ouvrables est accordé à l'élève, s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, pour restituer la déclaration dûment signée;
- d) que le choix peut être modifié au début de chaque année scolaire entre le 1^{er} et le 15 septembre. ».

Art. 3. L'article 8bis de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8bis - § 1^{er}. Dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et dans l'enseignement primaire spécialisé de maturités 3 et 4 de tous les types d'enseignement, à l'exception du type 2, et dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 3 et 4, l'élève dispensé des cours de religion ou de morale non confessionnelle doit bénéficier de l'encadrement pédagogique alternatif prévu dans l'établissement dans lequel il est inscrit, à concurrence de deux périodes hebdomadaires de 50 minutes, conformément aux principes prévus par le présent article.

L'encadrement pédagogique alternatif est obligatoire à partir de la date fixée par le Pouvoir organisateur. Cette date doit se situer entre le 15 septembre 2015 et le 1^{er} janvier 2016 au plus tard. Elle est communiquée aux parents et à l'administration avant le 15 septembre 2015.

Jusqu'à la date visée à l'alinéa 2, le Pouvoir organisateur doit assurer, sous sa responsabilité et selon les modalités éventuelles qu'il fixe, la prise en charge des élèves durant les deux périodes hebdomadaires concernées.

§ 2. L'encadrement pédagogique alternatif vise le développement par l'élève de prestations personnelles ou collectives visant à l'éveiller à la citoyenneté et au questionnement philosophique. Les prestations et activités visées au § 4 doivent, dès lors, s'inscrire dans une ou plusieurs des thématiques suivantes sans viser à l'exhaustivité :

1° L'éducation à la démocratie qui a pour objectifs :

- a) de sensibiliser aux fondements de la démocratie, de son histoire, de son système, de ses différents pouvoirs et des droits fondamentaux, de l'organisation de ses institutions; à la citoyenneté politique, sociale, économique et culturelle; aux grands enjeux de la société contemporaine dont celui du développement durable;
- b) de développer la capacité de vivre ensemble de manière harmonieuse et respectueuse dans une société démocratique et interculturelle, de s'y insérer et de s'y impliquer activement; la capacité de se développer comme citoyen, sujet de droits et de devoirs, solidaire, libre, autonome, tolérant et capable d'esprit critique via notamment le déploiement d'attitudes renforçant le sens collectif, le sens de la responsabilité, le respect de l'autre et de sa différence, le respect des règles, le dialogue, et la civilité;
- c) de développer l'esprit et l'analyse critiques à l'égard de la communication et des différents médias et moyens d'information.

2° L'éducation au questionnement, à la méthode et à la pensée philosophiques qui a pour objectifs :

- a) d'appréhender les religions, les courants de pensée et philosophies et leurs histoires respectives;
- b) de développer une pensée propre, un discernement éthique et des questionnements philosophiques;
- c) de développer l'argumentation, l'accès, le traitement et l'organisation de la connaissance.

3° L'éducation au bien-être et à la connaissance de soi et des autres qui a pour objectifs :

- a) de développer la compréhension de la psychologie et des relations humaines;
- b) de développer la maîtrise de soi, la gestion des conflits et l'éducation aux relations affectives;
- c) d'acquérir les comportements de prévention en matière de santé et de sécurité pour soi et autrui.

§ 3. L'encadrement pédagogique alternatif est défini par chaque chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et par chaque Pouvoir organisateur pour l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française dans le cadre de son autonomie pédagogique en ce qui concerne :

- a) les contenus des programmes d'activités et les méthodes;
- b) les modalités d'accompagnement et de prise en charge des élèves;
- c) les modalités d'évaluation.

§ 4. L'encadrement pédagogique alternatif comprend au minimum durant l'année scolaire :

- a) en ce qui concerne les élèves de 5e et 6e primaires et les élèves de l'enseignement secondaire :
 - le dépôt d'une ou plusieurs contribution(s) écrite(s) et l'exposé d'une ou plusieurs présentation(s) orale(s) relative(s) à un ou plusieurs des thèmes prévus au § 2 préparé(s) pendant les périodes d'encadrement;
 - la lecture, durant les périodes d'encadrement, de livres, articles ou documents relevant des thématiques visées au § 2 et la réponse par écrit ou oralement à des questionnaires relatifs à leur compréhension et aux débats posés.

L'encadrement peut, en outre, comprendre des initiatives citoyennes librement décidées par le Pouvoir organisateur de l'établissement telles que la vision de reportages, documentaires, films, ou émissions suivis de questionnaires; la participation à des activités ou initiatives citoyennes ou solidaires dans l'établissement scolaire ou à l'extérieur de l'établissement; la participation à des activités communes avec d'autres classes ou groupes d'élèves; la participation, avec l'accord des parents, à des activités communes avec les élèves relevant des cours de religion ou morale non confessionnelle de l'établissement; la participation à des activités pédagogiques de volontariat au sein de l'école ou en dehors de l'école.

b) en ce qui concerne les élèves de la 1^{ère} à la quatrième primaire :

- la réalisation de créations personnelles ou en groupes relatives à une des thématiques visées au § 2;
- en outre, la lecture, à partir de la deuxième primaire, pendant les périodes d'encadrement, de livres, articles ou documents relevant des thématiques visées au § 2 et les réponses à des questionnaires sur leur contenu et les débats posés;
- la vision de reportages, documentaires, films ou émissions liés à une des thématiques visées au § 2 suivis de questionnaires ou débats sur leur contenu.

L'encadrement peut, en outre, comprendre la participation à des activités ou initiatives pédagogiques citoyennes ou de volontariat dans l'établissement scolaire ou à l'extérieur de l'établissement, la participation à des activités communes avec d'autres classes ou groupes d'élèves, la participation, avec l'accord des parents, à des activités communes avec les élèves relevant des cours de religion ou morale non confessionnelle de l'établissement ou d'autres établissements.

§ 5. La participation et les travaux réalisés par l'élève dans le cadre de l'encadrement pédagogique alternatif sont évalués selon un dispositif prévu par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et par le Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Ce dispositif tient compte des modalités concrètes de l'encadrement offert aux élèves. Dans l'enseignement secondaire, cette évaluation est prise en considération par le conseil de classe en vue de la certification globale de l'année suivie par l'élève. Les résultats obtenus seront pris en compte au même titre que les autres cours dans la délibération du conseil de classe. Dans l'enseignement fondamental, cette évaluation est prise en compte par le titulaire de l'élève concerné.

§ 6. Chaque Pouvoir organisateur, dans l'enseignement officiel subventionné, et chaque chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, assure, sous sa responsabilité, l'organisation de l'encadrement pédagogique alternatif des élèves dispensés en organisant des groupes de maximum 30 élèves dispensés qui peuvent être regroupés dans un même groupe, horizontalement par année d'étude ou verticalement en mélangeant plusieurs années, en provenance d'une même ou de plusieurs implantations d'un même établissement.

L'encadrement pédagogique alternatif ne peut générer aucun frais supplémentaire à charge des parents.

Une note d'information présentant l'information générale et les modalités d'organisation relatives à l'encadrement pédagogique alternatif est remise aux parents à la rentrée scolaire par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et par le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Cette note ne peut contenir d'éléments visant à influencer directement ou indirectement le choix des parents. Cette note est transmise à l'administration. Elle comprendra ou sera complétée, le cas échéant, dans un second temps, avant la date fixée au § 1^{er}, alinéa 2, par une explication transmise aux parents du contenu et des activités proposées dans l'établissement, dans le cadre de l'encadrement pédagogique alternatif.

§ 7. La définition du contenu pédagogique et de l'évaluation de l'encadrement pédagogique alternatif tels que définis au § 3, a) et c), est établie par le ou les enseignants détenteurs d'un titre pédagogique du ou des niveaux concernés de l'établissement désignés par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou par le Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

L'encadrement pédagogique alternatif est mis en œuvre sous la responsabilité d'un ou de plusieurs membres du personnel enseignant détenteurs d'un titre pédagogique.

Les missions relatives à la prise en charge, l'accompagnement et la surveillance des élèves dans le cadre des activités liées à l'encadrement pédagogique alternatif telles que définies au § 3, b), peuvent être prises en charge par tout membre du personnel enseignant, détenteur ou non d'un titre pédagogique, ou, à défaut, par un membre du personnel auxiliaire d'éducation, ou à défaut, par une personne désignée par le pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné et par le Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. ».

Art. 4. Un nouvel article 8^{ter} rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Article 8^{ter} - Dans l'enseignement spécialisé primaire de type 2, et dans les maturités 1 et 2 des autres types et dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1 et 2, l'élève dispensé des cours de religion ou de morale non confessionnelle bénéficie d'un dispositif d'encadrement librement défini par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et par le Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Cet encadrement est adapté aux spécificités des élèves. ».

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté

Art. 5. L'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les cours visés à l'alinéa précédent, là où ils sont légalement organisés, le sont sur un pied d'égalité. Ils sont offerts au libre choix de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur. Leur fréquentation est obligatoire sauf pour les élèves qui en sont dispensés. Les élèves dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8^{bis}, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la prise en charge visée à l'article 8^{bis}, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 6. A l'article 79, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le choix d'un des cours de religion ou de morale non confessionnelle ou, dans un établissement officiel, la demande de la dispense de suivre un de ces cours, se fait au moment de la première inscription. Ce choix ne peut être modifié qu'au début de chaque année scolaire entre le 1^{er} et le 15 septembre. ».

CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 7. Dans l'article 4 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, il est inséré un 2^{ème} alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement officiel, l'enseignement primaire demeure organisé à raison de 28 périodes de 50 minutes lorsque l'élève est dispensé du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Les élèves dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8^{bis}, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la prise en charge visée à l'article 8^{bis}, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement*

Art. 8. L'alinéa 2 de l'article 6 du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« Les cours visés à l'alinéa précédent, là où ils sont légalement organisés, le sont sur un pied d'égalité. Ils sont offerts au libre choix de l'élève, s'il est majeur, ou de ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur. Leur fréquentation est obligatoire sauf pour les élèves qui en sont dispensés. Les élèves dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la prise en charge visée à l'article 8 bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 9. Dans l'article 18 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un 2ème alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement officiel, l'enseignement primaire spécialisé demeure organisé à raison de 28 périodes de 50 minutes lorsque l'élève est dispensé du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Les élèves de maturités 3 et 4 de tous les types d'enseignement à l'exception du type 2 dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. » .

Art. 10. Au § 1^{er} de l'article 47 du même décret, il est inséré un 2ème alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'enseignement officiel, l'enseignement secondaire spécialisé visé à l'article 45, 1^o, 2^o et 3^o, demeure organisé à raison de 32 périodes à 36 périodes lorsque l'élève est dispensé du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé visé à l'article 45, 3^o et 4^o, dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 11. Dans l'article 7bis, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les mots « Outre les périodes de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « Outre les périodes de religion ou de morale non confessionnelle visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée. ».

Art. 12. Dans l'article 8 du même décret, les mots « Outre les deux périodes hebdomadaires de morale ou de religion visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « Outre les périodes de religion ou de morale non confessionnelle visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée. ».

Art. 13. L'article 14, § 3, alinéa 2, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« La grille horaire de l'année supplémentaire visée à l'article 13 comprend, outre les périodes de religion et de morale non confessionnelle visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, de vingt-huit à trente périodes dont au moins deux périodes consacrées à l'éducation physique. ».

Art. 14. Dans l'article 17 du même décret, les mots « Outre les deux périodes hebdomadaires de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « Outre les périodes de religion ou de morale non confessionnelle, d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées aux articles 8 et 8bis de la loi du 29 mai 1959 précitée. ».

Art. 15. Dans l'article 21, § 4, alinéa 2, du même décret, les mots « Outre les deux périodes hebdomadaires de religion ou de morale visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les mots « Outre les périodes de religion ou de morale non confessionnelle visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée. ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 16. L'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est complété par l'alinéa suivant :

« Dans l'enseignement officiel, l'enseignement secondaire ordinaire demeure organisé à raison d'au moins vingt-huit périodes de 50 minutes par semaine lorsque l'élève est dispensé du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Les élèves dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 ou à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions concernant le financement des cours de religion et de morale non confessionnelle et de l'encadrement pédagogique alternatif*

Art. 17. § 1^{er}. Cet article vise uniquement les établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et les établissements de l'enseignement officiel subventionné.

§ 2. Par dérogation à l'article 39, alinéas 1 à 5, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, chaque implantation reçoit au 1^{er} septembre 2015 un nombre de périodes pour l'organisation des cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, équivalent au nombre de périodes attribuées le 1^{er} octobre 2014 pour l'encadrement des cours philosophiques. Les périodes sont octroyées du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016.

Toutefois, lorsqu'il existe une différence positive ou négative de plus de 5 % entre le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre 2015 par rapport au nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2015 dans l'établissement concerné, toutes implantations confondues, le capital-périodes attribué pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est respectivement augmenté ou diminué à hauteur du pourcentage de variation de la population entre le 15 janvier 2015 et le 1^{er} octobre 2015.

Les reliquats visés à l'article 34 du décret du 13 juillet 1998 peuvent également servir à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 3. Dans l'enseignement spécialisé, le nombre de périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et pour la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est identique au nombre de périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle octroyé pour l'année scolaire 2014-2015, en application des articles 42, 43, 93 et 94 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. Les périodes sont octroyées du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016.

Toutefois, lorsqu'il existe une différence positive ou négative de plus de 5 % entre le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre 2015 par rapport au nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2015 dans l'établissement concerné, toutes implantations confondues, le capital-périodes attribué pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est respectivement augmenté ou diminué à hauteur du pourcentage de variation de la population entre le 15 janvier 2015 et le 1^{er} octobre 2015.

§ 4. Dans l'enseignement secondaire ordinaire, le nombre de périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et pour la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est identique au nombre de périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle octroyé pour l'année scolaire 2014-2015, en application de l'article 13, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II. Les périodes sont octroyées du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016.

Toutefois, lorsqu'il existe une différence positive ou négative de plus de 10 % entre le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre 2015 par rapport au nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2015 dans l'établissement concerné, toutes implantations confondues, le capital-périodes attribué pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et pour la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est respectivement augmenté ou diminué à hauteur du pourcentage de variation de la population entre le 15 janvier 2015 et le 1^{er} octobre 2015.

§ 5. Dans les établissements et implantations visés aux paragraphes 2, 3 et 4, si un élève s'inscrit durant l'année scolaire 2015-2016 dans un des cours de religion ou de morale non confessionnelle visés à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée qui n'était pas organisé au 1^{er} octobre 2014, le Chef d'établissement dans l'enseignement organisé ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française doit introduire une demande de périodes complémentaires auprès de l'Administration.

§ 6. Dans les établissements et implantations visés aux paragraphes 2, 3 et 4, les transferts des périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif et la prise en charge visés à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, sont autorisés durant l'année scolaire 2015-2016 entre implantations et établissements d'un même Pouvoir organisateur en vue de permettre l'organisation des cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que de l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

Par dérogation aux dispositions prévues dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, aux dispositions prévues dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et aux dispositions relatives au calcul des périodes de cours organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle contenues dans le décret du 29 juillet 1992 précité et dans l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, l'utilisation des périodes-professeurs est laissée à l'initiative des Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, en tenant compte du nombre d'élèves inscrits dans les différents cours et du nombre d'élèves dispensés.

§ 7. Dans les établissements et implantations visés aux paragraphes 2, 3 et 4, l'utilisation des périodes, ainsi que les transferts visés au paragraphe 6, sont soumis à l'avis préalable du Comité de concertation de base dans l'enseignement de la Communauté française ou de la Commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné.

Par dérogation aux dispositions des paragraphes 2, 3 et 4, pour les établissements et implantations visés à l'alinéa 1^{er} qui organisent pour la première fois au 1^{er} septembre 2015 un enseignement primaire ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, le nombre de périodes-professeurs organisables pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée et pour la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée est calculé :

- a) Pour l'enseignement primaire, selon les dispositions prévues à l'article 39 alinéa 1 à 5 du décret du 13 juillet 1998. Dans ce cas, les élèves dispensés sont affectés fictivement, pour le calcul, aux différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, proportionnellement au pourcentage du nombre d'élèves de l'établissement inscrits respectivement dans chacun de ces cours en septembre 2015;
- b) Pour l'enseignement spécialisé, selon les dispositions prévues aux articles 42, 43, 93 et 94 du décret du 3 mars 2004 précité. Dans ce cas, les élèves dispensés sont affectés fictivement, pour le calcul, aux différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, proportionnellement au pourcentage du nombre d'élèves de l'établissement inscrits respectivement dans chacun de ces cours en septembre 2015;
- c) Pour l'enseignement secondaire, selon les dispositions prévues à l'article 13, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 précité. Dans ce cas, les élèves dispensés sont affectés fictivement, pour le calcul, aux différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, proportionnellement au pourcentage du nombre d'élèves de l'établissement inscrits respectivement dans chacun de ces cours en septembre 2015.

CHAPITRE X. — Dispositions statutaires

Art. 18. Les différentes prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ainsi que les prestations liées à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3 de la même loi sont confiées, conformément à la même disposition, aux membres du personnel de l'enseignement selon l'ordre de priorité suivant :

§ 1^{er}. En cas de perte de périodes de cours philosophiques, au sein d'un Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné ou d'un établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, liée à une ou plusieurs demande(s) de dispense faite(s) en application du présent décret, les prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée ainsi que les prestations liées à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée sont confiées :

- 1° prioritairement au(x) membre(s) du personnel nommé(s) ou engagé(s) à titre définitif dans une fonction de maître ou professeur de religion ou de morale non confessionnelle porteur(s) d'un titre pédagogique ou, à défaut pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), à ceux qui exercent sans titre pédagogique, qui devrai(en)t subir la perte de charge en lien avec ce mécanisme;
- 2° à défaut, au(x) membre(s) du personnel désigné(s) ou engagé(s) à titre temporaire dans une fonction de maître ou professeur de religion ou de morale non confessionnelle porteur(s) d'un titre pédagogique ou, à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), à ceux qui exercent sans titre pédagogique, à concurrence du nombre de périodes perdues en lien avec ce mécanisme; le cas échéant, le membre du personnel est redésigné ou réengagé pour ces dernières dans la fonction qui était la sienne au 30 juin 2015.

§ 2. En l'absence de perte de périodes de cours philosophiques, au sein d'un Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné ou d'un établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, liée à une ou plusieurs demande(s) de dispense faite(s) en application du présent décret, et sans préjudice de l'application des règles en matière de disponibilité et réaffectation, les prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 précitée ainsi que les prestations liées à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée, sont confiées, dans l'ordre suivant :

- a) au titre de tâches pour lesquelles les membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doivent se tenir à disposition de leur Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné ou de leur établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, conformément à l'article 8bis, § 7, de la même loi du 29 mai 1959, par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française et par le Gouvernement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, aux membres du personnel de l'enseignement, autres que les maîtres et professeurs de religion ou de morale non confessionnelle, selon l'ordre de priorités suivant :
 - 1° au(x) membres(s) du personnel enseignant porteur(s) d'un titre pédagogique pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, a), b) et c), de la loi du 29 mai 1959;
 - 2° à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), de la loi du 29 mai 1959 aux membres du personnel enseignant qui ne sont pas porteurs d'un titre pédagogique;
 - 3° à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), de la loi du 29 mai 1959, au(x) membres(s) du personnel auxiliaire d'éducation;
- b) à défaut, pour les prestations visées à l'article 8bis, § 3, b), de la loi du 29 mai 1959, à une personne désignée par le Pouvoir organisateur, le cas échéant, dans le cadre des périodes disponibles.

Art. 19. Les prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif sont exercées à barèmes constants, tels que définis pour les fonctions dans lesquelles le membre du personnel a perdu des heures ou qu'il aurait pu exercer.

CHAPITRE XI. — *Neutralité des personnes chargées de l'encadrement pédagogique*

Art. 20. Toute personne désignée pour des prestations liées à l'encadrement pédagogique alternatif visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ainsi que les prestations liées à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, est placée sous la seule autorité du Pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française en ce qui concerne ces prestations.

Les prestations visées à l'alinéa précédent sont également soumises à l'Inspection de la Communauté française. Dans le cadre de ces prestations, toute personne désignée par le Pouvoir organisateur doit respecter l'article 4 du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté ou l'article 5 du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement, selon le cas.

CHAPITRE XII. — *Entrée en vigueur*

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015 et cesse de produire ses effets le 31 août 2016.

Il peut être prolongé d'une année par arrêté du Gouvernement pour l'enseignement primaire et secondaire ou seulement pour l'enseignement secondaire.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

Note

Session 2014-2015

Documents du Parlement. Projet de décret, n°156-1. — Amendements de commission, n° 156-2 — Rapport, n°156-3
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 juillet 2015.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2015/29360]

14 JULI 2015. — Decreet waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959
tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. Artikel 2, vierde lid, b), 4, eerste streepje, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt vervangen door de volgende bepaling :

“- de vrije keuze van de leerling, indien hij meerderjarig is, of van zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, indien hij minderjarig is, tussen een cursus godsdienst van één van de erkende erediensten of een cursus niet confessionele zedenleer, of, bij gebreke daarvan, indien de keuze geen van die cursussen betreft, de vrije keuze, zonder de redenen daarvoor aan te geven, de vrijstelling van het volgen van één van die cursussen aan te vragen.”.

Art. 2. In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“In geval van aanvraag tot vrijstelling van het volgen van één van die cursussen door de leerling, telt de wekelijkse uurrooster twee uren alternatieve pedagogische begeleiding volgens de in artikel 8 bis bedoelde nadere regels.”;

2. het vierde lid, het vijfde lid, het zesde lid en het zevende lid worden vervangen door de volgende bepalingen :

“In de inrichtingen voor lager en secundair officieel onderwijs met volledig leerplan, alsook in de pluralistische inrichtingen voor lager en secundair onderwijs met volledig leerplan, bij de eerste inschrijving, moet de leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, bij een ondertekende verklaring, een formulier invullen waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

In dat formulier, wordt, in een eerste deel, de keuze voorgesteld tussen de cursus godsdienst en de cursus niet confessionele zedenleer. Indien de cursus godsdienst wordt gekozen, zal de verklaring de gekozen godsdienst uitdrukkelijk vermelden.

In dat formulier wordt, in een tweede deel, bepaald dat er een aanvraag tot vrijstelling van het volgen van één van de in het vorige lid bedoelde cursussen kan worden ingediend. Die aanvraag hoeft niet met redenen te worden omkleed. In dat geval, geniet de leerling, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal dat voor die cursussen wordt besteed, een alternatieve begeleiding volgens de bij artikel 8 bis nader bepaalde regels.

Het formulier vermeldt bovendien uitdrukkelijk :

- a) dat de gedane keuzen volledig vrij zijn;
- b) dat het uitdrukkelijk verboden is op de leerling die deze keuzen doet enige druk uit te oefenen en dat tuchtsancties zullen kunnen worden toegepast op personeelsleden die dat verbod zullen hebben overtreden;
- c) dat er een termijn van 6 schoolwerkdagen wordt toegekend aan de leerling, als hij meerderjarig is, of aan zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, om de behoorlijk ondertekende verklaring mee te delen;

dat de keuze kan worden gewijzigd op het begin van elk schooljaar tussen 1 en 15 september.”.

Art. 3. Artikel 8 bis van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 8 bis- § 1. In het gewoon basis- en secundair onderwijs en in het gespecialiseerd lager onderwijs van maturiteit 3 en 4 van alle onderwijstypen, met uitzondering van type 2, en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 3 en 4, moet de leerling die van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer vrijgesteld is, de alternatieve pedagogische begeleiding kunnen genieten waarin voorzien is in de inrichting waarin hij ingeschreven is, met twee wekelijkse lestijden van 50 minuten, overeenkomstig de bij dit artikel bepaalde beginselen.

De alternatieve pedagogische begeleiding is verplicht vanaf de datum die door de inrichtende macht wordt vastgesteld. Die datum moet liggen tussen 15 september 2015 en uiterlijk 1 januari 2016. Hij wordt de ouders en de administratie vóór 15 september 2015 meegedeeld.

Tot de in het tweede lid bepaalde datum, moet de inrichtende macht, onder haar verantwoordelijkheid en volgens de eventueel door haar nader te bepalen regels, instaan voor het toezicht op de leerlingen gedurende de betrokken twee wekelijkse lestijden.

§ 2. De alternatieve pedagogische begeleiding heeft tot doel door de leerling persoonlijke of collectieve prestaties te laten ontwikkelen die hem ertoe aanzetten aandacht te hebben voor burgerzin en filosofische vraagstukken. De in § 4 bedoelde prestaties en activiteiten moeten bijgevolg één of meer van de volgende thema's behandelen zonder exhaustief te moeten zijn :

- 1° opvoeden tot democratie, met de volgende doelstellingen :
 - a) gevoelig maken voor de grondslag van democratie, haar geschiedenis, haar bestel, haar verschillende machten en de fundamentele rechten, de organisatie van haar instellingen; voor de politieke, sociale, economische en culturele burgerzin; voor de grote uitdagingen van de hedendaagse maatschappij, waaronder duurzame ontwikkeling;
 - b) de capaciteit om samen te leven op harmonieuze en respectvolle wijze in een democratische en interculturele maatschappij, zich erin in te schakelen en actief eraan deel te nemen; de capaciteit zich te ontwikkelen als burger, die rechten en plichten heeft, solidair, vrij, autonoom, verdraagzaam, met een kritische geest, onder meer via de ontplooiing van attitudes als oog voor het algemeen welzijn, verantwoordelijkheidszin, wederzijds respect, eerbied voor verschillen, naleving van regels, dialoog, wellevendheid;
 - c) kritische geest en kritische analyse ontwikkelen tegenover communicatie en de verschillende media en informatiemiddelen.
- 2° opvoeden tot de filosofische vraagstelling, de filosofische methode en het filosofisch denken, met de volgende doelstellingen :
 - a) de godsdiensten, denkstromingen en filosofische stromingen en hun geschiedenis leren kennen;
 - b) eigen denken, ethisch onderscheidingsvermogen en filosofische vraagstelling ontwikkelen;
 - c) de argumentatie, de toegang, de behandeling en de organisatie van kennis ontwikkelen.
- 3° opvoeden tot welzijn en kennis van zichzelf en andere mensen, met de volgende doelstellingen :
 - a) het begrijpen van psychologie en menselijke betrekkingen ontwikkelen;
 - b) zelfbeheersing, beheer van conflicten en opvoeding tot affectieve betrekkingen ontwikkelen;
 - c) een preventief gedrag inzake gezondheid en veiligheid voor zichzelf en andere mensen verwerven.

§ 3. De alternatieve pedagogische begeleiding wordt bepaald door elk inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en door elke inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs in het kader van zijn pedagogische autonomie betreffende :

- a) de inhoud van de activiteitenprogramma's en -methodes;
- b) de nadere regels voor de begeleiding en het toezicht op de leerlingen;
- c) de nadere regels voor de evaluatie.

§ 4. De alternatieve pedagogische begeleiding bestaat, gedurende het schooljaar, ten minste uit :

- a) voor de leerlingen van het 5e en 6e leerjaar in het lager onderwijs en de leerlingen van het secundair onderwijs :
- het neerleggen van één of meer schriftelijke bijdrage(n) en de mondelinge uiteenzetting van één of meer thema's bepaald in § 2, voorbereid gedurende de begeleidingslestijden;
 - het lezen, gedurende de begeleidingslestijden, van boeken, artikelen of documenten ressorterend onder de in § 2 bedoelde thema's en het schriftelijke of mondelinge antwoord op vragenlijsten die tot doel hebben na te kijken of de leerling die heeft begrepen en betreffende de gestelde debatten.

De begeleiding kan bovendien bestaan uit burgerinitiatieven die vrij werden beslist door de inrichtende macht van de inrichting, zoals het kijken naar reportages, documentaires, films of programma's, met vragenlijsten daarna; de deelneming aan burger- of solidaire activiteiten of initiatieven binnen of buiten de schoolinrichting; de deelneming aan gemeenschappelijke activiteiten met andere klassen of leerlingengroepen; de deelneming, met de instemming van de ouders, aan gemeenschappelijke activiteiten met leerlingen ressorterend onder de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer van de inrichting; de deelneming aan pedagogische vrijwilligersactiviteiten binnen de school of buiten de school.

b) voor de leerlingen van het 1e tot 4e leerjaar in het lager onderwijs :

- het verwezenlijken van persoonlijke of groepscreaties betreffende één van de in § 2 bedoelde thema's;
- bovendien, het lezen, vanaf het tweede leerjaar van het lager onderwijs, gedurende de begeleidingslestijden, van boeken, artikelen of documenten betreffende de in § 2 bedoelde thema's en het antwoord op vragenlijsten die tot doel hebben na te kijken of de leerling die heeft begrepen en betreffende de gestelde debatten;
- het kijken naar reportages, documentaires, films of programma's in verband met één van de in § 2 bedoelde thema's, met daarna vragenlijsten of debatten over hun inhoud.

De begeleiding kan overigens bestaan uit de deelneming aan pedagogische burger- of vrijwilligersinitiatieven in of buiten de schoolinrichting, de deelneming aan gemeenschappelijke activiteiten met andere klassen of leerlingengroepen, de deelneming, met de instemming van de ouders, aan gemeenschappelijke activiteiten met leerlingen ressorterend onder de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer van de inrichting of andere inrichtingen.

§ 5. De deelneming en de werken en werkzaamheden die door de leerling in het kader van de alternatieve pedagogische begeleiding worden uitgevoerd, worden geëvalueerd volgens een stelsel dat wordt bepaald door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, en door de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Dat stelsel houdt rekening met de concrete nadere regels voor de begeleiding van leerlingen. In het secundair onderwijs, houdt de klassenraad rekening met die evaluatie in het kader van de globale bekrachtiging van het door de leerling gevolgde leerjaar. De behaalde resultaten worden net zoals de andere cursussen in aanmerking genomen bij de beraadslaging van de klassenraad. In het basisonderwijs wordt die evaluatie in aanmerking genomen door de titularis van de betrokken leerling.

§ 6. Iedere inrichtende macht, in het officieel gesubsidieerd onderwijs, en ieder inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, zorgt, onder zijn verantwoordelijkheid, voor de organisatie van de alternatieve pedagogische begeleiding van de leerlingen die een vrijstelling genieten, door groepen van hoogstens 30 vrijgestelde leerlingen te organiseren, die in één zelfde groep kunnen worden opgenomen, horizontaal per studiejaar, of vertikaal, door verschillende jaren te vermengen, afkomstig uit dezelfde of verschillende vestigingen van één zelfde inrichting.

De alternatieve pedagogische begeleiding kan geen andere bijkosten veroorzaken ten laste van de ouders.

Een informatienota waarbij de algemene informatie en de nadere regels voor de organisatie van de alternatieve pedagogische begeleiding worden voorgesteld, wordt aan de ouders bij het begin van het schooljaar overgezonden door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, en door het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Die nota kan geen gegevens inhouden die de keuze van ouders rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen beïnvloeden. Die nota wordt aan de administratie meegedeeld. Ze bevat een uitleg, bestemd voor ouders, over de inhoud en de activiteiten die in de inrichting worden voorgesteld in het kader van de alternatieve pedagogische begeleiding, en wordt, in een tweede fase, vóór de in § 1, tweede lid vastgestelde datum, met die uitleg aangevuld.

§ 7. De pedagogische inhoud en de evaluatie van de alternatieve pedagogische begeleiding, zoals deze in § 3, a) en c) bedoeld zijn, worden bepaald door de leerkracht(en) die houder is (zijn) van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs van het(de) betrokken niveau(s) van de inrichting die wordt(en) aangesteld door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, of door de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

De alternatieve pedagogische begeleiding wordt uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van één of meer leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.

De opdrachten in verband met het toezicht op en de begeleiding van leerlingen in het kader van de activiteiten betreffende de alternatieve pedagogische begeleiding zoals bepaald in § 3, b) kunnen worden uitgeoefend door elk lid van het onderwijzend personeel, dat al dan geen houder is van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, of, bij ontstentenis daarvan, door een lid van het opvoedend hulp personeel, of, bij ontstentenis daarvan, door een persoon die wordt aangesteld door de inrichtende macht, in het officieel gesubsidieerd onderwijs, en door de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs."

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel *8ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel *8ter*. In het lager gespecialiseerd onderwijs van type 2, en in de graden van maturiteit 1 en 2 van de andere typen en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 1 en 2, geniet de leerling die vrijgesteld is van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer een begeleidingsstelsel dat vrij wordt bepaald door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, en door de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Die begeleiding wordt aangepast aan de specificiteit van elke leerling."

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs*

Art. 5. Het tweede lid van artikel 5 van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs wordt vervangen door het volgende lid :

“Waar de in vorig lid bedoelde cursussen wettelijk georganiseerd worden, staan ze op een voet van gelijkheid. Ze worden de vrije keus van de leerling, als hij meerderjarig is, of van zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, aangeboden. Het volgen van die cursussen is verplicht, behalve voor de leerlingen die ervan vrijgesteld worden. De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan de in artikel 8bis, § 1, tweede lid, bedoelde alternatieve pedagogische begeleiding, of aan het toezicht, bedoeld in artikel 8bis, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal dat wordt toegekend aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 6. In artikel 79, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt het derde lid vervangen door het volgende lid :

“De keuze van één van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer of, in een officiële inrichting, de aanvraag om vrijstelling van het volgen van één van die cursussen, geschiedt op het ogenblik van de eerste inschrijving. Die keuze kan alleen op het begin van elk schooljaar tussen 1 en 15 september worden gewijzigd.”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 7. In artikel 4 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In het officieel onderwijs, wordt het lager onderwijs verder georganiseerd in verhouding tot 28 lestijden van 50 minuten, wanneer de leerling wordt vrijgesteld van het volgen van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer. De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld in artikel 8bis, § 1, tweede lid, of aan het toezicht, bedoeld in artikel 8bis, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal lestijden dat toegekend werd aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer.”

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs*

Art. 8. Het tweede lid van artikel 6 van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Waar de in vorig lid bedoelde cursussen wettelijk georganiseerd worden, staan ze op een voet van gelijkheid. Ze worden de vrije keus van de leerling, als hij meerderjarig is, of van zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, als hij minderjarig is, aangeboden. Het volgen van die cursussen is verplicht, behalve voor de leerlingen die ervan vrijgesteld worden. De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan de in artikel 8bis, § 1, tweede lid, bedoelde alternatieve pedagogische begeleiding, of aan het toezicht, bedoeld in artikel 8bis, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal dat wordt toegekend aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer.”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 9. In artikel 18 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In het officieel onderwijs, wordt het lager gespecialiseerd onderwijs verder georganiseerd in verhouding tot 28 lestijden van 50 minuten, wanneer de leerling wordt vrijgesteld van het volgen van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer. De vrijgestelde leerlingen van de graden van maturiteit 3 en 4 van alle onderwijstypen, met uitzondering van het type 2, moeten deelnemen aan de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld in artikel 8bis, § 1, tweede lid, of aan het toezicht, bedoeld in artikel 8bis, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal lestijden dat toegekend werd aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer.”

Art. 10. In § 1 van artikel 47 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In het officieel onderwijs, wordt het in artikel 45, 1°, 2° en 3° bedoelde secundair gespecialiseerd onderwijs verder georganiseerd in verhouding tot 32 tot 36 lestijden, wanneer de leerling wordt vrijgesteld van het volgen van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer. De vrijgestelde leerlingen van het in artikel 45, 3° en 4° bedoelde secundair gespecialiseerd onderwijs moeten deelnemen aan de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld in artikel 8bis, § 1, tweede lid, of aan het toezicht, bedoeld in artikel 8bis, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal lestijden dat toegekend werd aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer.”.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 11. In artikel 7bis, § 5, eerste lid, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, worden de woorden “Naast de twee lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “Naast de lestijden godsdienst of niet confessionele zedenleer, bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of opvang bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959.”.

Art. 12. In artikel 8 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Naast de twee wekelijkse lestijden zedenleer of godsdienst bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “Naast de lestijden godsdienst of niet confessionele zedenleer, bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of toezicht, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959.”.

Art. 13. Artikel 14, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

“De uurregeling van het bijkomend jaar bedoeld bij artikel 13 omvat, naast de lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of toezicht bedoeld in artikel *8bis*, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, 28 tot dertig lestijden waarvan minstens twee aan de lichamelijke opvoeding besteed worden.”.

Art. 14. In artikel 17 van hetzelfde decreet, worden de woorden “Naast de twee wekelijkse lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “Naast de lestijden godsdienst of niet confessionele zedenleer, alternatieve pedagogische begeleiding of toezicht bedoeld in de artikelen 8 en *8bis* van de voornoemde wet van 29 mei 1959.”.

Art. 15. In artikel 21, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “Naast de twee wekelijkse lestijden godsdienst of zedenleer bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “Naast de lestijden godsdienst of niet confessionele zedenleer bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of toezicht bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 16. Artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wordt aangevuld met het volgende lid :

“In het officieel onderwijs, wordt het gewoon secundair onderwijs verder georganiseerd in verhouding tot minstens 28 lestijden van 50 minuten per week, wanneer de leerling wordt vrijgesteld van het volgen van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer. De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld in artikel *8bis*, § 1, tweede lid, of aan het toezicht, bedoeld in artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal lestijden dat toegekend werd aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer.”.

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen betreffende de financiering van de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en alternatieve pedagogische begeleiding*

Art. 17. § 1. Dit artikel betreft uitsluitend de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de inrichtingen van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 2. In afwijking van artikel 39, eerste tot vijfde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, krijgt elke vestigingsplaats op 1 september 2015, voor de organisatie van de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en voor het toezicht bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal lestijden dat op 1 oktober 2014 wordt toegekend voor de omkadering van de filosofische cursussen. De lestijden worden van 1 september 2015 tot 30 juni 2016 toegekend.

Wanneer er echter een positief of negatief verschil bestaat van meer dan 5 % tussen het aantal leerlingen die op 1 oktober 2015 regelmatig ingeschreven zijn in vergelijking met het aantal leerlingen die op 15 januari 2015 regelmatig ingeschreven waren in de betrokken inrichting, alle vestigingsplaatsen meegerekend, wordt het lestijdenpakket dat voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en het toezicht, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, respectief vermeerderd of verminderd tot beloop van het percentage variatie van de bevolking tussen 15 januari 2015 en 1 oktober 2015.

De in artikel 34 van het decreet van 13 juli 1998 bedoelde overschotten kunnen ook worden gebruikt voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959, en voor het toezicht, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959.

§ 3. In het gespecialiseerd onderwijs, is het aantal lestijden/leraar die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid van de voormelde wet van 29 mei 1959, voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid van de voormelde wet van 29 mei 1959, en voor het toezicht, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959, gelijk aan het aantal lestijden/leraar die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, toegekend voor het schooljaar 2014-2015, met toepassing van de artikelen 42, 43, 93 en 94 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. De lestijden worden van 1 september 2015 tot 30 juni 2016 toegekend.

Wanneer er echter een positief of negatief verschil bestaat van meer dan 5 % tussen het aantal leerlingen die op 1 oktober 2015 regelmatig ingeschreven zijn in vergelijking met het aantal leerlingen die op 15 januari 2015 regelmatig ingeschreven waren in de betrokken inrichting, alle vestigingsplaatsen meegerekend, wordt het lestijdenpakket dat voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en het toezicht, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, respectief vermeerderd of verminderd tot beloop van het percentage variatie van de bevolking tussen 15 januari 2015 en 1 oktober 2015.

§ 4. In het gewoon secundair onderwijs, is het aantal lestijden/leraar die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid van de voormelde wet van 29 mei 1959, voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, tweede lid van de voormelde wet van 29 mei 1959, en voor het toezicht, bedoeld bij artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959, gelijk aan het aantal lestijden/leraar die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, toegekend voor het schooljaar 2014-2015, met toepassing van artikel 13, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde

personeelsbetrokkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II. De lestijden worden van 1 september 2015 tot 30 juni 2016 toegekend.

Wanneer er echter een positief of negatief verschil bestaat van meer dan 10% % tussen het aantal leerlingen die op 1 oktober 2015 regelmatig ingeschreven zijn in vergelijking met het aantal leerlingen die op 15 januari 2015 regelmatig ingeschreven waren in de betrokken inrichting, alle vestigingsplaatsen meegerekend, wordt het lestijdenpakket dat voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, respectief vermeerderd of verminderd tot beloop van het percentage variatie van de bevolking tussen 15 januari 2015 en 1 oktober 2015.

§ 5. In de in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde inrichtingen en vestigingsplaatsen, indien een leerling zich gedurende het schooljaar 2015-2016 inschrijft voor één van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer bedoeld bij artikel 8 van de voornoemde wet van 29 mei 1959, die niet op 1 oktober 2014 georganiseerd was, moet het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, een aanvraag om bijkomende lestijden bij de administratie indienen.

§ 6. In de in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde inrichtingen en vestigingsplaatsen, worden de overdrachten van lestijden/leraar die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding en het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, gedurende het schooljaar 2015-2016 toegestaan tussen vestigingsplaatsen en inrichtingen van één zelfde inrichtende macht, met het oog op de organisatie van de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, alsook op de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959.

In afwijking van de bepalingen van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, van de bepalingen van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, en van de bepalingen betreffende de berekening van de lestijden die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in het voormelde decreet van 29 juli 1992 en in het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrokkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt het gebruik van de lestijden/leraar beslist door de inrichtende machten, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, en door het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, waarbij rekening wordt gehouden met het aantal leerlingen die ingeschreven waren voor de verschillende cursussen en met het aantal vrijgestelde leerlingen.

§ 7. In de in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde inrichtingen en vestigingsplaatsen, worden het gebruik van de lestijden alsook de in paragraaf 6 bedoelde overdrachten, voor advies voorafgaand voorgelegd aan het basisoverlegcomité van het onderwijs van de Franse Gemeenschap of aan de plaatselijke paritaire commissie van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

In afwijking van de bepalingen van de paragrafen 2, 3 en 4, voor de in het eerste lid bedoelde inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor de eerste keer op 1 september 2015 een lager of secundair gewoon of gespecialiseerd onderwijs organiseren, wordt het aantal lestijden/leraar die kunnen worden georganiseerd voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer, alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en voor het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en het toezicht bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, berekend :

- a) voor het lager onderwijs, op grond van de bepalingen van artikel 39, eerste lid tot vijfde lid van het decreet van 13 juli 1998. In dit geval, worden de vrijgestelde leerlingen, voor de berekening, fictief aangewezen voor de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, in verhouding tot het aantal leerlingen van de inrichting die respectief in elk van die cursussen in september 2015 ingeschreven zijn;
- b) voor het gespecialiseerd onderwijs, op grond van de bepalingen van de artikelen 42, 43, 93 en 94 van het voornoemde decreet van 3 maart 2004. In dit geval, worden de vrijgestelde leerlingen, voor de berekening, fictief aangewezen voor de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, in verhouding tot het aantal leerlingen van de inrichting die respectief in elk van die cursussen in september 2015 ingeschreven zijn;
- c) voor het secundair onderwijs, op grond van de bepalingen van artikel 13, §§ 1 en 2, van het voormelde koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982. In dit geval, worden de vrijgestelde leerlingen, voor de berekening, fictief aangewezen voor de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, in verhouding tot het aantal leerlingen van de inrichting die respectief in elk van die cursussen in september 2015 ingeschreven zijn.

HOOFDSTUK X. — Statutaire bepalingen

Art. 18. De verschillende prestaties in verband met de alternatieve pedagogische begeleiding bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en de verschillende prestaties in verband met het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid van dezelfde wet, worden, overeenkomstig dezelfde bepaling, toevertrouwd aan de leden van het onderwijspersoneel, in de volgende prioriteitsvolgorde :

§ 1. Als lestijden voor filosofische cursussen verloren gaan binnen een inrichtende macht, in het officieel gesubsidieerd onderwijs, of binnen een inrichting, in een door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, als gevolg van één of meer aanvragen tot vrijstelling, ingediend bij toepassing van dit decreet, worden de prestaties in verband met de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en de prestaties in verband met het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959, toevertrouwd :

- 1° bij voorrang, aan de personeelsleden die in vast verband benoemd of tewerkgesteld zijn in een ambt van leermeester of leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer, houder van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, of, bij, ontstentenis daarvan, voor de bij artikel 8bis, § 3, b) bedoelde prestaties, aan deze die zonder pedagogisch bekwaamheidsbewijs hun ambt uitoefenen, en die het opdrachtverlies voortvloeiend uit dat stelsel zouden moeten ondergaan;

- 2° bij ontstentenis daarvan, aan de personeelsleden die tijdelijk worden aangesteld of aangeworven in een ambt van leermeester of leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer, houder van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, of, bij ontstentenis daarvan, voor de bij artikel 8bis, § 3, b) bedoelde prestaties, aan deze die, zonder pedagogisch bekwaamheidsbewijs, hun ambt uitoefenen, in verhouding tot het aantal lestijden die verloren zijn gegaan in verband met dat stelsel; in voorkomend geval, wordt het personeelslid voor deze opnieuw aangesteld of aangeworven in het ambt dat het op 30 juni 2015 uitoefende.

§ 2. Als geen lestijden voor filosofische cursussen verloren gaan, binnen een inrichtende macht, in het officieel gesubsidieerd onderwijs, of binnen een inrichting, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, als gevolg van één of meer aanvragen om vrijstelling die werd(en) ingediend bij toepassing van dit decreet, en onverminderd de toepassing van de regels inzake terbeschikkingstelling en reffectatie, worden de prestaties in verband met de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid van de voornoemde wet van 29 mei 1959, en de prestaties in verband met het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, toevertrouwd, in de volgende volgorde :

- a) voor de opdrachten waarvoor de personeelsleden die ter beschikking gesteld zijn bij ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, zich ter beschikking moeten stellen van hun inrichtende macht, in het officieel gesubsidieerd onderwijs, of van de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, overeenkomstig artikel 8bis, § 7, van dezelfde wet van 29 mei 1959, door de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, en door de Regering, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, aan de andere leden van het onderwijspersoneel dan de leermeesters en leraars godsdienst of niet confessionele zedenleer, in de volgende volgorde :

- 1° aan de leden van het onderwijzend personeel, houder van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, voor de in artikel 8bis, § 3, a), b) en c) van de wet van 29 mei 1959 bedoelde prestaties;
- 2° bij ontstentenis daarvan, voor de in artikel 8bis, § 3, b) van de wet van 29 mei 1959 bedoelde prestaties, aan de leden van het onderwijzend personeel die geen houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs;
- 3° bij ontstentenis daarvan, voor de in artikel 8bis, § 3, b), van de wet van 29 mei 1959, aan de leden van het opvoedend hulp personeel;

bij ontstentenis daarvan, voor de in artikel 8bis, § 3, b), van de wet van 29 mei 1959, bedoelde prestaties, aan een persoon die door de inrichtende macht wordt aangewezen, in voorkomend geval, in het kader van de beschikbare lestijden.

Art. 19. De prestaties in verband met de alternatieve pedagogische begeleiding worden met vaste barema's uitgeoefend, zoals bepaald voor de ambten waarin het personeelslid lestijden heeft verloren of die het zou hebben kunnen uitoefenen.

HOOFDSTUK XI. — *Neutraliteit van de personen die worden belast met de pedagogische begeleiding*

Art. 20. Iedere persoon die wordt aangewezen voor prestaties in verband met de alternatieve pedagogische begeleiding bedoeld in artikel 8bis, § 1, tweede lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en voor prestaties in verband met het in artikel 8bis, § 1, derde lid, van dezelfde wet bedoelde toezicht, wordt onder het gezag van alleen de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, of van alleen het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, voor die prestaties.

De in het vorige lid bedoelde prestaties worden ook aan de Inspectie van de Franse Gemeenschap onderworpen. In het kader van die prestaties, moet iedere persoon die door de inrichtende macht wordt aangewezen, artikel 4 van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, of artikel 5 van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs, naargelang van het geval, in acht nemen.

HOOFDSTUK XII. — *Inwerkingtreding*

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2015 en treedt buiten werking op 31 augustus 2016.

Het kan bij een besluit van de Regering met één jaar worden verlengd voor het lager en secundair onderwijs of alleen voor het secundair onderwijs.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 juli 2015.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuhuizen en Promotie van Brussel,

R. MADRANE

De Minister van Sport,

R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

Mevr. I. SIMONIS

Nota

(1) Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 156-1. — Commissieamendementen, nr. 156-2. — Verslag, nr. 156-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 14 juli 2015.